

"Black Blocs", émeutes... : analyses & diagnostics

1 - Comment expliquer l'émeute du 1e mai, quand les individus des "Black Blocks" sont identifiés par les polices de France et d'Europe ? Quelle(s) failles y a-t-il eu ? Quelles conclusions en tirer ?

"Black Blocks" et anarchistes adjacents sont des gosses de riches en révolte pubertaire. Gauchistes à 17 ans, ils "combattent" futillement la police - et à 40 ans, dirigent les agences de com' ou médias du système. Ni M. Hollande, ni M. Macron n'ont à craindre de ces révoltés fictifs - et le savent. Mais un cran en dessous, la police travaille ; d'abord à Paris et alentours (92, 93, 94) la Direction du renseignement de la préfecture de police (DRPP, ex-enseignements généraux de la PP), l'entité de renseignement civile la plus ancienne de France - et sur son territoire, la plus affûtée.

L'auteur est formel : la DRPP connaît *un par un*, depuis belle lurette les deux ou trois cents anars et "black blocks" les plus agités et peut aisément, sur instruction, en cueillir la plupart chez eux avant émeute (dans les beaux quartiers ou divers squats...) et les isoler quelques heures. Les codes en vigueur le permettent, sans atteinte à l'état de droit. En prime, ces milieux anarchistes grouillent séculièrement d'indicateurs. Songez aux toxicomanes et délinquants parmi eux, "tenus en laisse" pour une sale affaire et balançant leurs camarades... En Ile-de-France, la PP connaît ainsi en détails les préparatifs d'une émeute.

De plus, l'Europe du renseignement existe. L'auteur affirme que, quand trente émeutiers allemands (les plus aguerris), belges ou italiens, partent pour Paris se joindre à la "fête", un signalement souvent nominal arrive à Paris. Ces notes d'alerte donnent aussi l'immatriculation des véhicules, des itinéraires, etc. (les "indics", toujours...). Pour les Allemands, un barrage filtrant règle le problème.

Ainsi, tout gouvernement français récent peut à volonté neutraliser une émeute - du moins, en limiter les dégâts à 90%. Exemple : le 17 avril 2017, avant l'élection présidentielle, les Black blocks voulaient ravager le secteur du Zénith, lors d'une réunion du Front national. Prévenue (comme d'usage), la police, a agi et l'affaire s'est bornée à de "brefs heurts". Or cela, elle le peut toujours - 1e mai inclus.

2 - Pour une manifestation type Premier mai, comment le maintien de l'ordre est-il prévu en termes techniques ? Qui fait quoi, qui est responsable de quoi ?

L'auteur a déjà écrit ici que l'Elysée s'inquiétait de ce que l'Intérieur "patine" sous l'ère Collomb. Machine lourde et complexe, tout dans ce ministère procède du sommet - l'image du chef d'orchestre est ici valide. Main ferme, santé de fer - ce poste ministériel est éreintant - sont cruciaux pour animer l'Intérieur en souplesse.

Là, l'émeute du 1^e mai interroge. Des mois auparavant, un délicat ballet débute entre l'Elysée (qui demande ce qui est prévu), les services du Premier ministre, l'Intérieur et la (fort autonome) Préfecture de police de Paris. Première police du monde moderne, la PP descend directement de la "Lieutenance de Police" fondée sous Louis XIV (1667) par Gabriel de la Reynie - bien antérieure au ministère de l'Intérieur lui même ("Ministère de la maison du roi" devenu "de l'Intérieur" en 1789).

En pareil cas, le renseignement (recueilli à la DGSI, voire à l'UCLAT si risque terroriste) converge à la DRPP. Pour les mesures de terrain (périmètre... interdictions... cortèges...), c'est la Direction de l'ordre public et de la circulation (DOPC). Nul ne peut interdire une manifestation en France sans recours, mais des périmètres de sécurité peuvent être imposés, des individus dangereux tenus à distance, etc. Voilà (en simplifiant) la machine prévue pour une manifestation à risque. Clairement, le dispositif a échoué à prévenir l'émeute - que le Premier ministre ait dû faire un numéro genre "tout va bien" le prouve. Pourquoi l'échec, faute à qui ? Au gouvernement de s'interroger et d'en tirer les leçons.

3 - Peut-on redouter que le scénario se répète lors de la "Fête à Macron" ?

Sur l'aspect risible des précautions tardives, un proverbe texan dit "fermer l'écurie à clé quand le cheval a été volé". Nous y voilà : Paris à feu et à sang le 1^e mai, le ministère de l'Intérieur se réveille le 2 mai - ou, secoué par une autorité supérieure, déploie des moyens et agite ses réseaux d'information, ce qu'il fallait faire fin avril. Ce n'est pas glorieux - même, démontre que l'Intérieur n'a toujours nulle capacité d'anticiper les crises et vit toujours dans la paisible culture flicarde-Maigret, la trilogie : commission d'une infraction - enquête - traduction en justice. Donc sauf extraordinaire côté émeutiers, la "Fête à Macron" sera mieux contrôlée - ce ne sera pas vraiment un exploit.

Plus largement, la vraie révolution, au ministère de l'Intérieur - venue du chef, forcément dans un ministère régalien - sera d'adopter les doctrines et normes du décèlement précoce des dangers et menaces. Voici quinze ans que les criminologues - l'auteur en tête - disent que cette pratique est cruciale dans un monde numérisé, désormais sans profondeur stratégique ni distance protectrice : le "choc stratégique" est sur vous à la seconde, il faut l'anticiper - ou subir. L'Amérique du 11 septembre 2001, la France du 1^e mai 2018 (moins gravement) n'ont su anticiper. Pour la France, c'est un avertissement sans (trop de) frais. Le gouvernement le comprendra-t-il ? L'enjeu est là. ■